



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE

29897

E/ECA/PSD.6/TP/6
27 décembre 1989

Original: FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Sixième session de la Conférence commune
des planificateurs, statisticiens et
démographes africains

Addis Abeba, Ethiopie, 15-20 janvier 1990

**RAPPORT SUR LA REVISION DU SYSTEME DE COMPTABILITE NATIONALE
(SCN)**

Table des matières

	<u>Paragraphes</u>
I. INTRODUCTION	1 - 2
II. ORGANISATION DE LA REVISION	3 - 10
III. PROBLEMES TECHNIQUES EXAMINES ET CONCLUSIONS DES REUNIONS DES GROUPES D'EXPERTS	11 - 45
A. Réunion du groupe d'experts sur la structure du SCN	12 - 16
B. Réunion du groupe d'experts sur la comparaison de prix et de quantités	17 - 21
C. Réunion du groupe d'experts sur les opérations extérieures	22 - 24
D. Réunion du groupe d'experts sur les comptes des ménages	25 - 28
E. Réunion du groupe d'experts sur les comptes du secteur public	29 - 31

Table des matières (Suite)

	<u>Paragraphe</u>
F. Réunion du groupe d'experts sur les comptes de production et les tableaux entrées-sorties	32 - 38
G. Réunion du groupe d'experts sur les flux financiers et les comptes de patrimoine	39 - 41
H. Réunions du groupe d'experts sur la coordination de la révision du SCN	42
I. Réunion du groupe d'experts sur la Reconciliation des comptes standards de la CPM et du SCN	43 - 45
IV. LE SCN REVISE ET LES MANUELS DE COMPTABILITE NATIONALE	46 - 49
A. Le SCN révisé (Livre bleu)	47
B. Les manuels	48 - 49
V. PROGRAMME DE TRAVAIL FUTUR	50

I. INTRODUCTION

1. Après plusieurs années de discussion, le processus de révision du SCN s'achève cette année 1989. Le présent document fait le point des travaux de révision du SCN et est établi à l'attention du Comité de statistique de la sixième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, afin de les tenir informés des développements des activités dans ce domaine.

2. La deuxième section donne un aperçu général de l'organisation de la révision, en particulier de la série de réunions de groupes d'experts qui ont été convoquées pour examiner les différents aspects techniques. La section III rend compte des problèmes techniques examinés lors de ces réunions et des conclusions. La section IV porte sur l'état d'avancement de la rédaction du Livre bleu et des manuels de comptabilité nationale et enfin la section V présente le programme de travail futur aussi bien sur le plan international que sur le plan régional.

II. ORGANISATION DE LA REVISION

3. Il convient de mentionner qu'après la publication du SCN en 1968, tous les pays se sont attachés à la mise en application de ses principes. En ce qui concerne les pays de la région, le secrétariat de la CEA a organisé de nombreux séminaires de formation en comptabilité nationale, de groupes de travail et d'ateliers portant sur des domaines spécifiques pour l'utilisation convenable du nouveau système et a fourni des services consultatifs en comptabilité nationale afin d'aider les Etats membres. En outre, les pays africains ont bénéficié de l'assistance technique, bilatérale et multilatérale dans la mise en oeuvre des projets relatifs à la comptabilité nationale.

4. Néanmoins, d'après un rapport sur le bilan de l'application du SCN, publié en 1980 par le Bureau de statistique des Nations Unies, il ressort que presque tous les pays ont rencontré beaucoup de difficultés dans son application. Ceci est dû au fait que, d'une part la version actuelle du SCN est trop confuse et trop difficile à comprendre aussi bien par les producteurs que par les utilisateurs de la comptabilité nationale et que, d'autre part elle ne répond plus aux nouveaux besoins d'information. C'est pourquoi la Commission de statistique de l'ONU, à sa 21ème session en 1981, a fait des recommandations relatives à la constitution d'un groupe de travail intersecrétariats chargé de:

- i) définir les objectifs de la révision du SCN;
- ii) d'organiser les travaux de révision du SCN.

5. La révision du SCN relève d'un groupe de travail intersecrétariats auquel participent les organisations suivantes: le Bureau de statistique des Nations Unies, le Service statistique de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Office statistique des Communautés européennes (EUROSTAT), le Fonds monétaire international (FMI), et la Banque mondiale. Le groupe de travail intersecrétariats coordonne les activités de révision du SCN, organise des réunions de groupes d'experts à l'intention des spécialistes en comptabilité nationale des bureaux nationaux de statistique, et des organisations internationales intéressées, et veille à ce que leurs vues soient dûment reflétées dans la future version du SCN.

6. En ce qui concerne les objectifs de la révision du SCN, il s'agit de simplifier, de clarifier et d'actualiser le SCN et les manuels qui l'accompagnent afin de les rendre plus compréhensibles, tant pour ceux qui établissent la comptabilité nationale que pour ceux qui l'utilisent. Ainsi, la nouvelle version du Livre Bleu décrira d'une façon détaillée et précise le système conceptuel, notamment les définitions et les classifications des agents et des opérations. En outre, au cours de la période de la révision, une série de manuels de comptabilité nationale seront établis et publiés par le Bureau de statistique des Nations Unies. Ces manuels contiendront de nouvelles précisions touchant le cadre théorique (concepts, définitions, classifications, comptes et tableaux) et donneront des conseils pratiques sur les sources de données, les méthodes de compilation et des indications étayées d'exemples sur les applications possibles du Système.

7. Le processus de révision s'effectue au cours des réunions de groupes d'experts qui examinent de manière approfondie divers aspects spécifiques du SCN. Le Groupe de travail intersecrétariats adresse à l'intention de ces groupes d'experts une liste de sujets retenus pour la révision du SCN. Chaque groupe d'experts est composé de:

a) Six experts nationaux permanents - 3 originaires des pays développés (France, RFA, Etats-Unis d'Amérique) et 3 originaires des pays en développement (Chili, Congo, Inde) - qui participent à toutes les réunions afin d'assurer la cohérence générale du système;

b) Six experts nationaux, au moins, spécialisés sur les sujets retenus pour la révision du SCN;

c) et des représentants du groupe de travail intersecrétariats.

8. Au cours de la période 1986-1989, les différentes réunions de groupes d'experts qui ont eu lieu sont les suivantes:

a) Réunion du groupe d'experts sur la Structure du SCN tenue à Genève du 23 au 27 juin 1986 et organisée par le Bureau de Statistique des Nations Unies. Ont participé à cette réunion 12 experts nationaux dont les six permanents, les experts nationaux de l'Australie, du Chili, d'Israël, des Pays-Bas, de la Norvège et du Venezuela, et des représentants du Bureau de statistique des Nations Unies, de l'OCDE, de l'EUROSTAT, du FMI et de la Banque mondiale;

b) Réunion du groupe d'experts sur les Comparaisons de prix et de quantités tenue à Luxembourg du 10 au 14 novembre 1986 et organisée par l'EUROSTAT. Aux cotés des 6 experts permanents participaient ceux du Canada, de la Colombie, des Etats-Unis d'Amérique, du Japon et des Pays-Bas; des représentants du Bureau de statistique des Nations Unies, de l'OCDE, de l'EUROSTAT, du FMI, de la Banque mondiale et de la CEA étaient également présents.

c) Réunion du groupe d'experts sur les Opérations extérieures tenue à Washington du 23 mars au 3 avril 1987 et organisée par le FMI. 12 experts nationaux en comptabilité nationale ont participé à cette réunion. Outre les experts permanents, étaient présents ceux d'Australie, d'Equateur, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni et des Pays-Bas, ainsi que des représentants du Bureau de statistique des Nations Unies, de l'OCDE, de l'EUROSTAT, du FMI et de la Banque mondiale;

d) Réunion du groupe d'experts sur les Comptes du secteur des ménages, tenue à Florence du 31 août au 4 septembre 1987 et organisée par la Banque mondiale. 6 experts nationaux en comptabilité nationale, les six permanents et des représentants du Bureau de statistique des Nations Unies, de l'OCDE, de l'EUROSTAT, du FMI et de la Banque mondiale ont participé à cette réunion. Les experts nationaux venaient des pays suivants: Canada, Hongrie, Maurice, Mexique, Royaume Uni et Venezuela;

e) Réunion du groupe d'experts sur les Comptes du Secteur public, organisée par le FMI et tenue à Washington du 25 au 29 janvier 1988. 12 experts nationaux en comptabilité nationale ont participé à cette réunion. Outre les 6 permanents, se trouvaient ceux du Brésil, du Congo, de la Finlande, de Maurice, de la Nouvelle Guinée et du Sri Lanka. Des représentants du Bureau de statistique des Nations Unies, de l'OCDE, de l'EUROSTAT, du FMI et de la Banque mondiale étaient également présents.

f) Réunion du groupe d'experts sur les Comptes de Production et les Tableaux Entrées-Sorties, tenue à Vienne du 21 au 30 mars 1988. 13 experts nationaux en comptabilité nationale ont participé à cette réunion, organisée conjointement par le Bureau de statistique des Nations Unies et l'ONUDI. Outre les six experts permanents, les experts nationaux en comptabilité nationale d'Autriche, du Canada, du Danemark, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Indonésie, du Mexique et du Zimbabwe, ainsi que des représentants du Bureau de statistique des Nations Unies, de l'OCDE, de l'EUROSTAT, du FMI, de la Banque mondiale, de l'ONUDI, de la CESAP, de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme ont participé à cette réunion;

g) Réunion du groupe d'experts sur les Flux financiers et les Comptes de patrimoine, tenue à Washington du 6 au 14 septembre 1988 et organisée par le FMI. 11 experts nationaux ont participé à cette réunion. Outre les experts permanents, étaient présents ceux de Chypre, des Etats-Unis d'Amérique, du Japon, du Mexique, du Royaume Uni et de la Thaïlande ainsi que des représentants du Bureau de statistique des Nations Unies, de l'OCDE, de l'EUROSTAT, du FMI et de la Banque mondiale;

h) Trois réunions d'experts sur la Coordination de la révision du SCN:

i) une, organisée par l'EUROSTAT à Luxembourg du 23 au 27 janvier 1989;

ii) deux, organisées par le Bureau de statistique des Nations Unies à New York, du 12 au 21 juillet 1989 et du 13 au 22 septembre 1989.

Le même groupe d'experts a participé à ces trois dernières réunions à savoir: les 6 permanents, les experts nationaux de l'Argentine, du Danemark, des Etats Unis d'Amérique, de l'Inde, de la Nouvelle Guinée, du Royaume Uni, du Zimbabwe et des représentants du Bureau de statistique des Nations Unies, de l'OCDE, de l'EUROSTAT, du FMI, de la Banque mondiale, de la CEPALC et de la CEA. Un représentant de la Commission économique pour l'Asie occidentale a aussi participé à la dernière réunion.

i) Réunion du groupe d'experts sur la Reconciliation des comptes standards de la CPM et du SCN tenue à Moscou du 4 au 9 décembre 1989, organisée conjointement par le Bureau de statistique des Nations Unies et la Commission d'assistance économique mutuelle (CAEM). Outre les six experts permanents, les experts nationaux en comptabilité nationale de la Chine, de

Cuba, de l'Equateur, de la Finlande, de la Hongrie, de l'Inde, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et du Zimbabwe, ainsi que des représentants du groupe de travail intersecrétariats ont participé à cette réunion.

9. Chaque groupe d'experts a pour fonction principale de tirer des conclusions et des recommandations sur le sujet dont il est responsable. Chacun a été saisi de documents de fond et de nombreux documents supplémentaires. Les documents de fond traitent des sujets confiés au groupe d'experts en question et comportent aussi un résumé des conclusions des réunions régionales et spécialisées précédentes ainsi que celui des réunions des autres groupes d'experts qui peuvent avoir traité certains de ces sujets.

10. En ce qui concerne la participation des pays africains à la révision du SCN, il faut mentionner que la CEA a organisé un séminaire consacré uniquement à la Révision du SCN à Addis Abeba du 29 septembre au 3 octobre 1986. Le rapport du séminaire E/ECA/PSD.5/34 contenant les principales conclusions et les recommandations des pays de la région a été présenté à la cinquième session de la Conférence commune en 1988 ainsi qu'au groupe de travail intersecrétariats.

III. PROBLEMES TECHNIQUES EXAMINES ET CONCLUSIONS DES REUNIONS DES GROUPES D'EXPERTS

11. La présente section contient un résumé des débats, des conclusions et des recommandations auxquelles les différentes réunions des groupes d'experts cités ci-dessus sont parvenues. Il faut mentionner que la Commission de statistique les a formellement examinées lors de sa vingt-quatrième session (février-mars 1987) et de sa vingt-cinquième session (février 1989).

A. Réunion du groupe d'experts sur la Structure du SCN

12. En termes généraux, le groupe d'experts a défini les principes de base et l'orientation générale de la révision. Il a convenu que la révision n'entraînerait pas de bouleversement par rapport au SCN actuel et que l'un des objectifs majeurs est de clarifier le Livre bleu et les manuels connexes pour faciliter leur compréhension par les producteurs et les utilisateurs des comptes nationaux. Le SCN est une construction théorique ou abstraite ou encore un système conceptuel qui devrait être décrit d'une façon suffisamment détaillée dans la version révisée du Livre bleu. Pour expliquer le système, la présentation actuelle, sous forme matricielle qui donne une vue générale très utile du système devrait être complétée par une présentation ou une

explication reposant sur les "comptes en T". Puisque le Livre bleu est une conceptualisation du système, il ne devrait contenir aucune information sur les priorités en matière de compilation; ce type d'information devrait figurer dans les manuels.

13. Le groupe d'experts a aussi examiné les principaux agrégats de produit, de revenu et de consommation du SCN et a recommandé que le Produit intérieur brut demeure l'agrégat central du système puisqu'il constitue à la fois un agrégat de produit et de revenu. D'autre part, le PNB constitue plutôt une mesure de revenu qui sera désormais désigné par l'expression "Revenu national brut" (RNB). Il a été en outre recommandé d'introduire dans le SCN l'agrégat "consommation élargie" des ménages qui inclut toutes les dépenses de consommation prises en charge par les pouvoirs publics et les administrations privées, par exemple les biens et services fournis directement à titre gratuit ou quasi gratuit ("consommation individualisée") aux ménages.

14. Le rôle des tableaux entrées-sorties et la portée des comptes dits de réévaluation et de patrimoine ont été largement débattus. Les membres du groupe d'experts ont convenu que le cadre des entrées-sorties doit faire partie intégrante du SCN et que les comptes de réévaluation devaient être élargis pour inclure non seulement les réévaluations mais aussi les créations et les annulations de passifs et d'actifs. Pour refléter cette modification, des "comptes d'ajustement" seraient introduits.

15. Le groupe a examiné la classification des agents et des opérations du SCN et il a été convenu qu'il fallait distinguer quatre secteurs principaux: les sociétés non financières, les institutions financières, les administrations publiques et les ménages, et que des réunions ultérieures de groupes d'experts proposeraient une sous-sectorisation de ces secteurs ainsi que des définitions plus claires. La double classification du SCN qui existe actuellement doit être maintenue c'est-à-dire l'utilisation des unités différentes pour le classement des Comptes de production d'une part, et des Comptes des secteurs d'autre part. On établira aussi des Comptes de production pour les unités institutionnelles afin de faire apparaître les liens existant entre le classement des éléments de la valeur ajoutée par unité du type établissement et par unité du type institutionnel. Le groupe d'experts a confirmé que c'est la CITI qui constitue la principale classification des activités et que la classification centrale des produits (CCP) celle des produits. La distinction actuelle entre production "marchande" et production "non marchande" demeure essentielle dans les tableaux et les comptes relatifs à la production et aux biens et services. En ce qui les opérations, l'examen a été axé sur la délimitation de la notion d'opérations en général en distinguant les

opérations effectives des imputations et des affectations, la délimitation de la production, l'estimation et l'affectation des services bancaires, le traitement des opérations au titre de la sécurité sociale, des assurances et des régimes de pension et la définition et le classement du crédit-bail.

16. Enfin, le groupe d'experts a convenu de la nécessité de faire un effort concerté pour harmoniser les concepts et les données du SCN et ceux d'autres domaines, et quand ce n'est pas possible de préciser la nature et l'importance des différences. Des efforts d'harmonisation sont en cours entre le SCN et les statistiques des finances publiques (SFP), le SCN et les statistiques de la balance des paiements (SBP), le SCN et le système des statistiques monétaires et bancaires (SMB) du FMI. On a en outre estimé que cette méthode pourrait également porter ses fruits dans d'autres domaines statistiques tels que les normes de l'OIT en matière d'emploi, les normes de la FAO pour les statistiques agricoles, les normes de l'ONUDI pour les statistiques industrielles et les agrégats du Système des balances de l'économie nationale (CPM).

B. Réunion du groupe d'experts sur les Comparaisons de prix et de quantités

17. Le groupe d'experts a examiné les différents problèmes posés par le calcul des indices des prix et de quantité et a fait un certain nombre de conclusions et de recommandations. Par exemple, il a recommandé que le nouveau SCN devrait contenir une analyse des avantages et des inconvénients des indices-chaines et des indices à base fixe selon les différentes situations. Une solution raisonnable consiste à utiliser une base fixe pour des périodes d'environ 5 ans, puis à obtenir des séries longues en les enchainant, mais en période d'évolution rapide des prix relatifs, il est toutefois souhaitable de changer de base plus fréquemment. On a aussi convenu qu'il est urgent de définir et d'adopter une terminologie normalisée pour ce qui est des concepts actuellement désignés par les expressions "année de base", "année de référence", "valeur unitaire", "indice des prix", "déflateur implicite des prix", "indice de volume", "indice de quantité", et en "prix constants", en "valeur réelle", en "volume" et "indicateurs de pouvoir d'achat".

18. On a examiné en détail l'alternative "coût des ressources et valeur pour l'utilisateur" qui est l'un des principaux problèmes que pose la prise en compte des différences de qualité dans le calcul des indices de prix et de quantité; il a été recommandé d'effectuer des ajustements qualitatifs sur la base de la "valeur pour l'utilisateur", dans la mesure du possible. Le cas d'un produit auquel correspondent plusieurs prix et celui des services

non marchands ont été évoqués. On a convenu qu'un produit vendu à des prix différents devraient être traités comme des produits différents sauf lorsque les acheteurs ne sont pas libres dans leur choix. Ainsi, les produits saisonniers vendus à des prix différents aussi bien en saison qu'hors saison et les produits vendus à des prix différents dans des régions différentes, devraient être traités comme des produits différents mais les produits vendus en quantités limitées à des prix réglementés (par exemple en cas de rationnement) et en même temps à un autre prix sur le marché parallèle ou sur le marché noir ne devraient pas être traités comme des produits distincts. En ce qui concerne les services non marchands le SCN révisé insistera sur le fait que les indicateurs de la production devraient en principe servir à mesurer les services non marchands (individualisés et collectifs) en prix constants. Le manuel de comptabilité nationale en prix constants devrait indiquer comment élaborer les indicateurs de la production et obtenir des approximations acceptables.

19. Actuellement, dans le SCN, le seul agrégat exprimé en valeur réelle est le Produit intérieur brut qui fournit une mesure non équivoque du produit en valeur réelle; toutefois, il ne rend pas compte de "l'effet réel" d'un certain nombre d'autres flux de revenus tels que le revenu net réel des facteurs en provenance du reste du monde qui permet de calculer le Produit national brut ou le Revenu national brut en valeur réelle, et l'effet des termes de l'échange qui ont une incidence importante sur le développement de l'économie des pays en développement. On a convenu que le nouveau SCN devrait inclure des recommandations concernant le calcul de l'effet des termes de l'échange et les agrégats de revenu réel, en particulier il devrait comporter et définir de manière explicite les concepts utiles suivants: Revenu national disponible, Revenu national, Revenu disponible des ménages. L'expression correcte correspondant au Produit intérieur brut ajusté, pour tenir compte de l'effet des termes de l'échange doit être le "Revenu intérieur brut".

20. En ce qui concerne le traitement comptable de l'inflation, le groupe a recommandé que les comptes de revenus et de dépenses du Système actuel ne devraient pas être modifiés pour tenir compte des gains et pertes d'avoirs; ces derniers devraient être enregistrés clairement dans les Comptes de patrimoine et les Comptes d'ajustement. Plus spécifiquement, les Comptes de revenus et de dépenses devraient continuer à n'indiquer que l'intérêt nominal, les gains et pertes d'avoirs sur actifs monétaires apparaîtront dans les Comptes d'ajustement.

21. Le groupe d'experts a recommandé que le nouveau SCN fera une analyse approfondie de comparaisons des prix et de volume dans le temps et dans l'espace, de leurs relations et de leurs emplois analytiques. Le manuel de comptabilité nationale en prix constants examinera les questions communes aux comparaisons de

volume dans le temps et dans l'espace et un autre manuel fournira la description technique complète de la méthodologie des comparaisons dans l'espace. Or, il a été convenu que les agrégats du SCN et du PCI devaient être identiques et qu'il faudrait améliorer la cohérence des classifications utilisées par les deux systèmes. Enfin, le groupe a noté que les résultats obtenus par extrapolation (avec les indices nationaux de quantité ou de prix) des indices dans l'espace pour une année de base donnée et les indices obtenus par comparaison directe dans l'espace pour l'année en cours pouvaient présenter des différences importantes en raison surtout du fait que les indices nationaux sont pondérés par des statistiques nationales de prix ou de quantité tandis que les comparaisons dans l'espace sont faites sur la base de coefficients de pondération internationaux moyens.

C. Réunion du groupe d'experts sur les Opérations extérieures

22. Le groupe d'experts a examiné plusieurs questions et a fait des recommandations sur plusieurs points. Dans le domaine de l'harmonisation des concepts et du traitement des opérations du Compte de l'extérieur du SCN et de la Balance des paiements, des concordances ont été atteintes. Par exemple, il a été convenu que la Balance des paiements ferait de manière explicite la distinction entre les services facteurs et les services non-facteurs et entre les transferts courants et les transferts en capital, comme c'est le cas dans le SCN. Les importations seraient évaluées FOB dans le SCN en suivant les recommandations de la BP. Etant donné l'importance des exportations et des importations des services financiers, il a été admis que les importations actuelles des services bancaires et des services des assurances du SCN devraient être introduites dans la BP. Les bénéfices réinvestis des filiales des entreprises étrangères qui sont seulement imputés jusqu'à présent dans la BP devraient être aussi imputés dans le SCN.

23. Le groupe d'experts a établi des principes généraux mais plus flexibles dans les Comptes de l'extérieur du SCN et dans la BP en ce qui concerne la résidence et l'application du principe de transfert de propriété dans l'enregistrement des opérations. Il a été convenu que le critère de base de la résidence serait un critère économique à savoir le centre d'intérêt des individus ou des unités établis dans le pays plus ou moins en permanence. Les critères juridiques et la règle d'une année présentement inclus dans le SCN et la BP devaient être utilisés comme approximations. De même, le transfert de propriété a été considéré comme un critère indicatif pour l'enregistrement des opérations dans le SCN et la BP.

24. La réunion a aussi clarifié les points qui ne l'étaient pas de manière explicite dans le SCN. Ceci s'applique par exemple au traitement des crédits-bails, la couverture des organisations

internationales et l'utilisation des taux de change dans la conversion des opérations extérieures libellées en monnaie étrangère en monnaie locale dans les cas de taux de change multiples et de changements rapides de taux.

D. Réunion du groupe d'experts sur les Comptes des ménages

25. Le groupe d'experts a convenu qu'une typologie des imputations et des affectations devrait être développée et incluse dans le Livre bleu; cependant les manuels devraient indiquer les imputations qui seraient identifiées dans les tableaux à publier. De même, il a été convenu que la notion de production excluait les services non commercialisés des ménages mais que la couverture des biens non commercialisés serait élargie. Les opérations illicites devraient être en principe comprises dans la production.

26. Un nouveau concept de "consommation" pour décrire la consommation totale des ménages incluant la consommation individualisée des Administrations publiques et des Institutions privées sans but lucratif, devrait être intégré dans le cadre central du SCN, sans toutefois changer la couverture des opérations contenues dans les Comptes de revenus et de dépenses des Ménages et des Administrations publiques. L'introduction d'un concept de consommation finale des entreprises n'a pas été acceptée mais la couverture des salaires et traitements en nature a été élargie. Le concept de quasi société a été retenu mais en le modifiant pour inclure les entreprises individuelles ayant une comptabilité complète.

27. Les différents groupes d'institutions privées sans but lucratif ont été examinés et il a été convenu de les attribuer aux secteurs qu'elles servent. Ainsi, la majorité des participants étaient d'avis de traiter les institutions privées sans but lucratif au service des ménages comme un sous-secteur des ménages mais non plus comme un secteur distinct. De même, les institutions privées sans but lucratif financées et contrôlées par le gouvernement font partie intégrante de ce secteur mais le critère de "contrôle" devrait être clarifié davantage, en particulier à propos des organisations religieuses et des partis politiques.

28. Les caractéristiques propres aux Matrices de comptabilité sociale (MACS) relatifs à la décomposition socio économique du secteur des ménages et à la subdivision des facteurs de production (travail) devraient être intégrées au cadre central. Le groupe était favorable à la préparation d'un manuel sur les Comptes des ménages qui porterait en particulier sur les liens entre les micro et les macro données et les concepts. Enfin, il

a été convenu qu'une harmonisation plus poussée avec les statistiques du BIT devrait être achevée en élaborant la distinction dans le SCN entre les activités formelles et informelles et entre les employés et les travailleurs pour compte propre.

E. Réunion du groupe d'experts sur les Comptes du secteur public

29. Le groupe d'experts a convenu que les tableaux de passage conceptuels entre les Statistiques des Finances publiques (SFP) et le SCN sont nécessaires pour montrer toutes les différences entre les deux systèmes tandis qu'au contraire des tableaux de passage opérationnels avec des chiffres sont des outils importants pour estimer les comptes des Administrations publiques du SCN sur la base des données du SFP pour les pays où de tels comptes ne sont pas encore développés.

30. Le groupe a réaffirmé la base d'enregistrement des opérations en termes de droits constatés dans le SCN et en termes de décaissements et encaissements dans le SFP mais il a recommandé d'inclure dans le SCN des tableaux supplémentaires sur la base d'enregistrement des opérations en termes de décaissements et encaissements afin de faciliter le lien avec le SFP. Il a aussi proposé d'imputer un loyer pour les bâtiments administratifs qui se traduirait par un excédent d'exploitation et de calculer une consommation de capital fixe pour les routes, ponts, barrages etc., et d'élargir le concept de formation de capital des Administrations publiques afin d'y inclure les actifs militaires.

31. Le groupe a considéré l'introduction d'un niveau intermédiaire entre les administrations centrale et locale à l'intention des pays où de telles subdivisions existent. Il est important d'avoir des données séparées sur les régimes de sécurité sociale et cela à chaque niveau des Administrations. Le groupe a convenu de classer parmi les entreprises publiques, les entreprises dont la majorité du capital est détenue par le Gouvernement et aussi celles dont le Gouvernement contrôle la gestion et la conduite de la politique économique même s'il détient moins de 50% du capital. Les entreprises "ministérielles" devraient être traitées séparément des Administrations publiques et il est recommandé de considérer comme unités marchandes les unités de l'Administration dont la valeur de la production couvre les coûts et de traiter les activités auxiliaires et les activités intégrées des Administrations publiques de la même manière que celles des entreprises.

F. Réunion du groupe d'experts sur les Comptes de Production et les Tableaux Entrées-Sorties

32. Le groupe d'experts a fait des recommandations concernant la redéfinition de nombreux concepts tels que unités statistiques, impôts, produits secondaires etc... dans l'intention de les simplifier et de les clarifier, de les rendre plus opérationnels et d'obtenir un ensemble commun de terminologies pour le SCN et le SEC (Système européen de comptes économiques intégrés). Ces définitions devraient être étroitement conformes à celles utilisées dans la Classification Internationale Type par Industries révisée (CITI).

33. La triple distinction contenue dans le SCN actuel entre les unités institutionnelles, les établissements et les unités de biens et services (produits) serait maintenue. L'établissement continuerait à être l'unité statistique des Comptes de production et des Comptes de capital par genre d'activité économique détaillée et en principe, il est défini comme une entreprise ou une partie d'entreprise engagée dans une seule activité en un seul lieu, mais en pratique certains établissements peuvent être engagés dans plus d'une activité et dans plusieurs lieux.

34. Une distinction a été faite entre les activités ancilliaires et les activités intégrées. Les activités ancilliaires se réfèrent à la production de services utilisés dans l'entreprise elle-même et se rencontrant dans des entreprises similaires. Si les ventes des activités ancilliaires dépassent 50% de la production, ces unités devraient être traitées comme des établissements. Les activités intégrées se réfèrent à la production de différentes sortes de biens et peut-être de services, produits dans une entreprise intégrée verticalement. Si elles s'effectuent dans des lieux différents, elles seront toujours traitées distinctement.

35. On a recommandé que les unités qui possèdent une comptabilité complète avec des comptes de pertes et profits et des bilans, devraient être classées dans le secteur des Sociétés. Les nouvelles terminologies suivantes ont été recommandées: "branches marchandes" au lieu de "Branche d'activité marchande" (Industries), "branches non marchandes" au lieu de "autres producteurs" ou "producteurs de services rendus par les administrations publiques", "biens et services" au lieu de "biens et services marchands" (commodities, sans changement en français), "produits" étant synonyme de "biens et services", "Impôts sur les produits" au lieu de "taxes affectées", "autres impôts liés à la production" au lieu de "autres impôts indirects" et "Impôts sur le revenu, le capital etc..." au lieu "impôts directs".

36. En ce qui concerne les services bancaires imputés, le groupe était d'avis de maintenir la méthode d'évaluation du SCN actuel mais il a recommandé l'allocation de ces services bancaires imputés entre la consommation intermédiaire des producteurs y compris les Administrations publiques, la consommation finale des ménages, les exportations et les importations.

37. Dans le cas de taux de change officiels multiples, les Comptes devraient avoir des postes d'ajustement globaux. Ces derniers sont calculés comme la différence entre les opérations avec le Reste du monde converties en monnaie nationale en utilisant les taux de change multiples effectifs, et les mêmes flux convertis en utilisant un taux de change "unitaire" calculé comme une moyenne pondérée des différents taux.

38. La majorité du groupe était d'avis que les dépenses de prospection minière et de certaines dépenses de recherche et de développement devraient être comprises dans la formation de capital (donnant lieu ou non à des résultats concrets). Le groupe était divisé quant au maintien du traitement actuel des biens militaires durables comme dépenses de consommation. Toutefois, un certain nombre de participants étaient d'accord pour traiter comme formation de capital au moins les actifs fixes comme les hopitaux, les écoles, les routes et les aérodrômes qui peuvent être utilisés à des fins civiles.

G. Réunion du groupe d'experts sur les Flux financiers et les Comptes de patrimoine

39. Le groupe a examiné les liens qui existent entre les systèmes spécialisés des statistiques financières, en particulier les Statistiques monétaires et bancaires (SMB) du FMI et les Systèmes de comptabilité nationale qui couvrent à la fois les opérations financières et non financières. On a convenu de la nécessité d'avoir dans le SCN une analyse des opérations financières et il est recommandé d'y inclure une matrice ou un tableau à 3 dimensions qui permettrait l'analyse des opérations financières entre les créditeurs et les débiteurs selon le type d'instruments financiers.

40. Le groupe a recommandé un changement dans la classification des sous-secteurs des Institutions financières et dans celle des Instruments financiers pour tenir compte des nouvelles formes de services financiers ainsi que des nouveaux instruments. Le SCN devrait clarifier un certain nombre de questions concernant la délimitation des sous-secteurs financiers et les caractéristiques des instruments financiers afin de faciliter leur classement.

41. En ce qui concerne les Comptes de reconciliation et les comptes de patrimoine on a convenu qu'ils devraient être intégrés davantage avec les Comptes des secteurs dans le SCN révisé et

qu'un nouveau concept intitulé "changements dans la valeur nette" devrait être introduit dans le SCN. L'identification des différents postes de réévaluation séparément est nécessaire pour permettre des mesures alternatives de revenu.

H. Réunions du groupe d'experts sur la Coordination de la révision du SCN

42. Les 3 réunions du groupe d'experts ont consisté à examiner tous les chapitres et la structure des comptes et des tableaux de la première version provisoire du SCN révisé afin de s'assurer que les conclusions des différents groupes d'experts sont bien reflétées dans le texte et qu'elles ne sont pas en contradiction entre elles. Elles ont aussi apporté des conclusions et des recommandations sur certaines questions qui n'ont pas pu être résolues par les réunions spécialisées. Toutefois, un certain nombre de points restent encore en suspens lesquels seront étudiés au cours des prochaines réunions spécialisées ainsi qu'en Commissions régionales.

I. Réunion du groupe d'experts sur la Reconciliation des comptes standards de la CPM et du SCN

43. Le groupe d'experts a examiné les différences entre les deux systèmes de comptabilité et a noté les grandes différences suivantes:

- celles qui découlent de la discordance des théories économiques;
- celles résultant des dispositions institutionnelles;
- différences "accessoires" qui reflètent les pratiques nationales et différences dans les sources de données.

44. Les différences des deux premiers types persisteront toujours mais, en ce qui concerne le deuxième type, il faut toutefois préciser qu'il n'y a pas d'incompatibilité méthodologique entre les deux systèmes puisque ce ne sont pas les principes qui diffèrent mais les circonstances de leur application. Les différences du troisième type n'ont aucun fondement théorique mais elles proviennent du simple fait qu'en traçant la ligne de partage entre la consommation totale de la population (CTP) de la CPM et un agrégat du SCN, on a appliqué à certains cas limites des conventions différentes dans le SCN et dans la CPM, ou invoqué des exemples de cas limites différents.

45. Bien que la plupart de ces différences soient probablement mineures, le groupe a recommandé leur élimination comme une première étape de la reconciliation des deux systèmes. Ont été examinées les différences entre la CTP et la consommation

intermédiaire (frais de voyage d'affaires, dépenses causées aux entreprises par leurs prestations culturelles et sportives, les vêtements et uniformes, l'alimentation et le logement fournis gratuitement au personnel militaire, l'alimentation consommée dans les prisons, le transport de personnel etc...), entre la CTP et la formation de capital, la CTP et la consommation des Administrations publiques (services juridiques) et la CTP et le Reste du monde. On a convenu que la future version du SCN révisé éliminera ces différences dans la mesure du possible.

III. LE SCN REVISE ET LES SERIES DE MANUELS DE COMPTABILITE NATIONALE

46. Comme il a été dit auparavant, le résultat final du processus de révision sera une nouvelle version révisée du SCN accompagnée au cours des années d'une série de manuels de comptabilité nationale établis et publiés par le Bureau de statistique des Nations Unies.

A. Le SCN révisé (Livre bleu)

47. Le Bureau de statistique des Nations Unies a recruté le Prof. T.P. HILL en tant que consultant, il sera l'auteur de la version du nouveau SCN révisé. Deux autres consultants, M. A. VANOLI et Ms. A. HARRISON le secondent dans la rédaction de certains chapitres spécifiques tels que les chapitres sur: Vue d'ensemble du système, comptes satellites, adaptation du SCN à des conditions spécifiques, glossaire ainsi que dans la préparation de la structure des comptes, des tableaux et des classifications. La première version provisoire du SCN révisé a été discutée au cours des trois réunions du groupe d'experts sur la Coordination de la révision du SCN et le plan d'ensemble de la version révisée se présente comme suit:

- Chapitre 1. Introduction
- 2. Vue d'ensemble du système
- 3. Unités institutionnelles et résidence
- 4. Secteurs et sous-secteurs du système
- 5. Comptes de production
- 6. Dépenses finales
- 7. Comptes de production par branches d'activité et tableaux entrées-sorties
- 8. Impôts et autres transferts
- 9. Autres composantes des comptes de revenus et de dépenses
- 10. Comptes de capital
- 11. Comptes de patrimoine
- 12. Changements de prix et de volume
- 13. Comptes satellites
- 14. Adaptation du SCN à des conditions spécifiques

- Annexe
1. Matrice du SCN
 2. Principes comptables y compris une taxinomie des opérations et les différentes sortes d'imputations et d'affectations contenues dans le système
 3. Liens entre le SCN et les systèmes de statistiques connexes: Balance des paiements (SBP), Statistiques des finances publiques (SFP), Statistiques monétaires et bancaires (SMB) et le Système des balances de l'économie nationale (CPM);
 4. Tableau montrant les différences entre l'actuel et le SCN révisé
 5. Population et emploi
 6. Traitement détaillé des variations des stocks et des travaux en cours
 7. Glossaire

Il faut mentionner que ce plan est encore provisoire et pourrait être modifié à la lumière de nouveaux développements du manuscrit.

B. Les manuels de comptabilité nationale

48. Ces manuels comprennent ou comprendront de nouvelles précisions relatives au cadre théorique du sous-système (en termes de concepts, de comptes et de tableaux applicables à des types spécialisés d'analyse), à l'examen détaillé des sources et des méthodes permettant d'établir des statistiques spécialisées ainsi qu'aux liens théoriques et pratiques entre ces articulations et d'autres statistiques connexes.

49. Deux manuels sont déjà publiés: le premier en 1986 sur les Comptes de production - Sources et Méthodes et le second en 1988 sur les Comptes du secteur public. Les deux manuels seront révisés une fois que le SCN révisé sera adopté par la Commission de statistique. Les autres manuels en voie d'élaboration sont les suivants:

Tableaux entrées-sorties
Compte du secteur des ménages
Compte des entreprises
Opérations avec l'extérieur
Comptabilité nationale en prix constants
Comparaison entre le Système de comptabilité nationale et le Système des balances de l'économie nationale.

IV. PROGRAMME DE TRAVAIL FUTUR

50. Le groupe de travail intersecrétariats a proposé le programme de travail suivant sur la révision du SCN:

a) Diffusion de la première version provisoire du SCN en janvier 1990 (version anglaise);

b) Diffusion d'un document portant sur les changements importants du SCN actuel qui servira de document de base pour les réunions des Commissions régionales;

c) Réunions des Commissions régionales à partir d'Avril jusqu' à Novembre 1990;

d) Diffusion de la première version provisoire améliorée du SCN en juillet 1990;

e) Réunion du groupe d'experts sur la Coordination de la révision du SCN en septembre/octobre 1990 afin d'arrêter les conclusions sur les points restés en suspens;

f) A sa réunion de 1991 la Commission de statistique sera saisie pour information des conclusions des réunions des Commissions régionales et de la version améliorée du SCN révisé et pourra ainsi donner une orientation quant à la finalisation du SCN révisé. La nouvelle version du SCN sera probablement adoptée par la Commission de statistique aux fins de publication en 1993.